

2^E TRIMESTRE 2003 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE SEPTEMBRE 2003 N° 28

Les indicateurs de l'activité économique n'envoient aucun signal particulier. La situation ne se dégrade plus, mais elle ne semble pas s'améliorer non plus. En revanche, sur le plan social, la situation évolue de façon nettement défavorable.

Les carnets de commande demeurent anormalement bas pour bon nombre d'entreprises, en particulier dans l'industrie et les services. Notre enquête du mois de septembre montre que la reprise ne s'opérera pas d'ici la fin de l'année, même si l'optimisme regagne un peu de terrain parmi les responsables interrogés. Le secteur du bâtiment résiste toujours, bénéficiant d'un volume d'affaires satisfaisant. Outre le rattrapage effectué au printemps après un hiver durant lequel les conditions climatiques avaient perturbé les mises en chantier, les perspectives demeurent bonnes pour les prochains mois dans la construction de logements neufs. Il n'en va pas de même pour les locaux d'activités dont le ralentissement stigmatise la faiblesse de l'investissement des entreprises.

L'atonie persistante de la demande étrangère en produits manufacturés constitue le principal sujet d'inquiétude. Nos échanges commerciaux avec l'extérieur continuent de se contracter, en particulier les exportations ; le solde n'est plus que très légèrement positif. Le redémarrage puissant de l'économie américaine est insuffisant pour contrecarrer cette évolution dans la mesure où les États-Unis ne font partie de nos principaux clients ; de surcroît, la faiblesse du dollar face à l'euro représente un frein indéniable à la conquête de nouveaux débouchés outre-Atlantique.

En revanche, le renouvellement du tissu

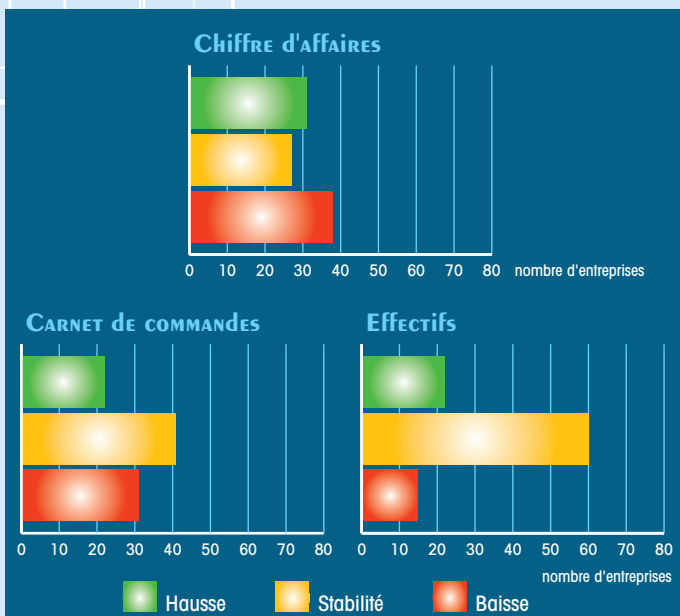
des entreprises du département s'accélère. L'artisanat continue à se renforcer par un double mouvement positif : plus d'immatriculations et moins de disparitions. De leur côté, les entreprises ressortissant de la Chambre de Commerce et d'Industrie enregistreraient une chute du nombre des radiations.

Le marasme actuel se traduit par un assombrissement accru du paysage social. Le nombre de chômeurs s'accroît fortement d'un trimestre à l'autre (en données corrigées des variations saisonnières) ; sur un an, l'augmentation approche de 15 %. Rappelons que la très grande majorité des salariés permanents de Matra-Automobile, actuellement en congés de conversion, ne figure pas encore dans les fichiers de l'ANPE. Si les jeunes et les ouvriers qualifiés sont toujours les plus atteints par la contraction du marché de l'emploi, les autres catégories d'âge ou socioprofessionnelles voient leurs rangs s'étoffer assez vivement. De même, au niveau des territoires, les bassins de Vendôme et Blois apparaissent touchés à leur tour dans des proportions inquiétantes, sans atteindre toutefois celles affectant le Romorantinais. Dans la foulée, le nombre d'allocataires du RMI a augmenté chaque mois entre mars et juin.

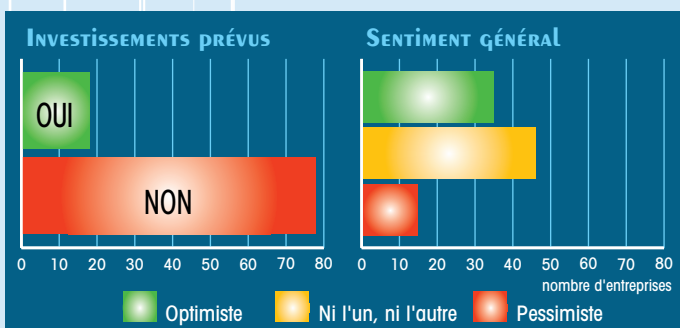
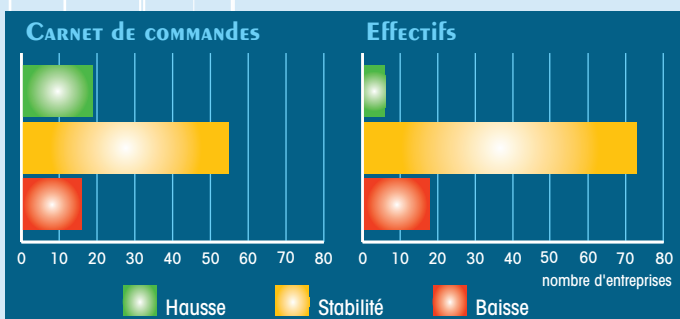
Lorsque l'on connaît l'impact du chômage sur le moral des ménages, on ne peut que s'interroger sur les chances réelles d'un redémarrage de l'activité au cours des prochains mois. L'un des moteurs essentiels de la croissance des années 2000 et 2001, la consommation, est d'ailleurs en perte de vitesse. Compte tenu des capacités de production inutilisées, la reprise ne pourrait être que très progressive et n'entamerait que faiblement le sous-emploi.

PAS DE REPRISE À L'HORIZON

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



PRÉVISIONS À COURT TERME



Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 17 au 25 septembre 2003. Elle couvre 98 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

PEU DE CHANGEMENT DANS L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

Les résultats de cette enquête du mois de septembre sont très proches de ceux enregistrés en juin. La situation n'évolue guère et la visibilité demeure faible. Le moral des chefs d'entreprise continue néanmoins à s'améliorer doucement.

Les chiffres d'affaires sont inférieurs à ceux réalisés au cours de l'été 2002 dans 4 établissements sur 10, davantage encore dans l'industrie et surtout les services. **Les cas de progression (un tiers) sont aussi nombreux qu'en juin dernier**. On constate néanmoins un **effet taille** jouant en faveur des grandes unités. Le secteur de **la construction est toujours bien orienté** avec un chiffre d'affaires supérieur d'une année sur l'autre dans 4 entreprises sur 10. La part des établissements affichant une activité stable est toujours faible, quoiqu'en légère augmentation par rapport au niveau historiquement bas constaté lors de la précédente enquête.

Comme en juin, **les carnets de commande sont jugés insuffisants dans plus d'un tiers des entreprises, plus encore dans l'industrie et les services**. Les petites unités sont également plus atteintes. La construction bénéficie toujours d'un volume d'activité normal dans près de deux tiers des cas et d'un niveau élevé pour 27 %. Globalement, les courants d'affaires se sont stabilisés au cours de l'été dans 43 % des établissements, mais se sont contractés dans 1 cas sur 3, soit un peu plus que pour les progressions. C'est le cas en particulier dans les services où la détérioration est importante. On observe que pour cet indicateur, ce sont les plus grandes unités qui subissent l'évolution la plus défavorable. **Pour le prochain trimestre, les responsables anticipent majoritairement une stabilisation** des commandes à leur niveau actuel. Parallèlement, ceux qui prévoient une amélioration sont un peu plus nombreux que ceux qui redoutent un nouvel affaiblissement. Le cas des services est à souligner : trois chefs d'entreprise sur 4 n'attendent aucune modification et un quart pense que l'évolution sera favorable.

En toute logique, **les effectifs sont restés stables dans la très grande majorité des cas (6 établissements sur 10)**. On observe néanmoins une **proportion plus élevée qu'en juin des cas où ils sont en hausse**. Inversement, il y a eu moins souvent des réductions. Dans la construction, les besoins en main d'œuvre demeurent importants, plus de 3 entreprises sur 10 ayant vu s'accroître le nombre de leurs salariés. Cette légère embellie ne devrait cependant pas durer. **Les prévisions pour les trois prochains mois font en effet redouter une contraction des effectifs** dans près de 2 établissements sur 10 et même un peu plus dans les services. Les cas de hausse seront très rares. Ces anticipations apparaissent moins favorables que celles relevées en juin.

Les rangs des optimistes continuent pourtant à se regarnir légèrement, tandis que ceux des pessimistes perdent encore quelques unités. La confiance règne encore dans le secteur de la construction et regagne beaucoup de terrain dans les services. Ce n'est pas encore le cas dans l'industrie, ce que confirment **les intentions d'investissement qui non seulement ne décollent pas, mais au contraire rechutent**. Dans l'ensemble, moins de 2 établissements sur 10 seront concernés à court terme. On observe de surcroît une prudence toujours grande, 48 % des responsables interrogés indiquant un sentiment mitigé.

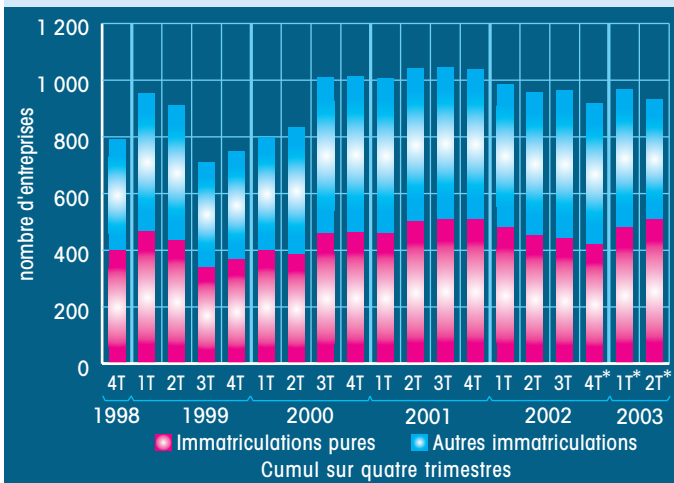
LES MOUVEMENTS D'ENTREPRISES FONT APPARAÎTRE DES SOLDES LARGEMENT POSITIFS

À chaque premier semestre, on constate un décalage entre les immatriculations d'entreprises, prises en compte immédiatement, et les radiations qui ne sont souvent déclarées qu'avec un délai parfois important. C'est la raison pour laquelle les **données encore très provisoires de la CCI, qui font apparaître un fort recul des radiations** au 2^e trimestre ne peuvent pour l'instant donner lieu à interprétation.

L'observation des mouvements enregistrés au Registre du Commerce et des Sociétés **en cumul sur 12 mois** ne gomme qu'une part de ces impondérables. Ils feraient ressortir à la fin du mois de juin un **tassement très prononcé des radiations** ② (257 de moins qu'entre juin 2001 et juin 2002) et une **érosion beaucoup plus faible des immatriculations** (- 24) ①. Il en résulterait un solde positif de 84 entreprises, contre une perte de 149 unités au cours de la période antérieure. Les mêmes constatations s'appliquent aux créations et disparitions pures, avec un gain de 178 unités. Pour les premières, soulignons que leur poids dans le total des immatriculations s'est encore accru, plus de 54 %.

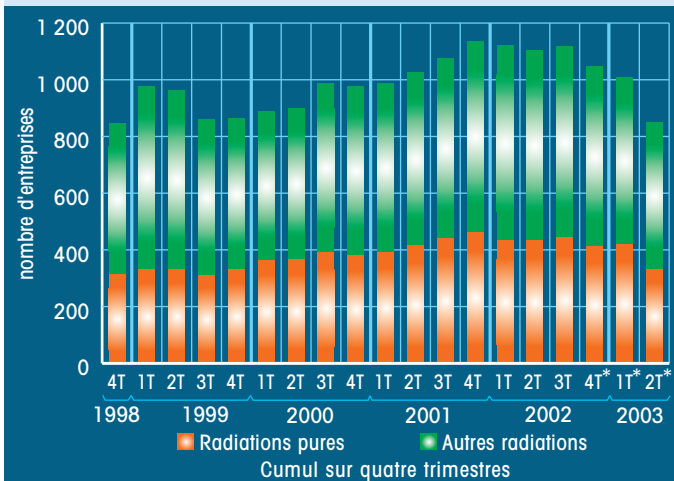
Dans l'artisanat ⚡, l'évolution reste favorable. Les immatriculations sont plus nombreuses qu'au 2^e trimestre 2002 (118, + 9), tandis que l'on compte moins de radiations (79, - 5). Toutes les activités présentent un solde nul ou positif, résultat enregistré pour la première fois depuis la création de ce tableau de bord. Au total, le Loir-et-Cher s'est enrichi ce trimestre de 39 entreprises artisanales. Le cumul sur douze mois fait nettement ressortir l'embellie observée depuis quelque temps : 413 immatriculations (36 de plus qu'au cours de la période antérieure), 357 disparitions (- 32), soit un solde de + 56 unités (contre - 12). Le bâtiment reste en pointe avec un solde de + 26, mais le travail des métaux et les "autres fabrications" font également preuve d'un bon dynamisme (+ 12). On observe par ailleurs que le solde de l'alimentation est nul, ce qui constitue une performance pour ce secteur. L'habillement-cuir fait exception avec une perte de 3 unités.

1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



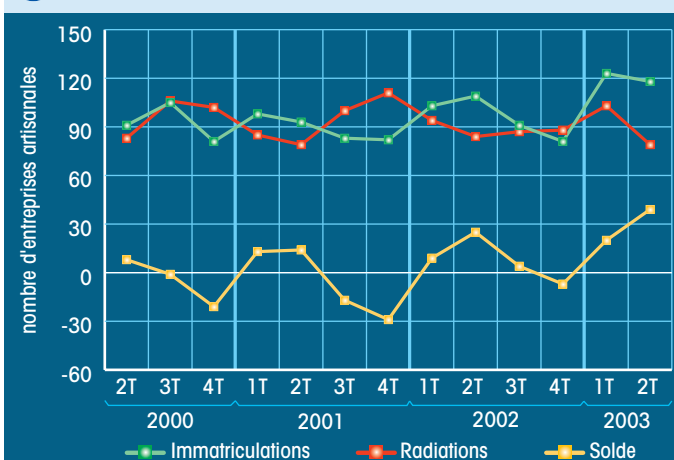
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



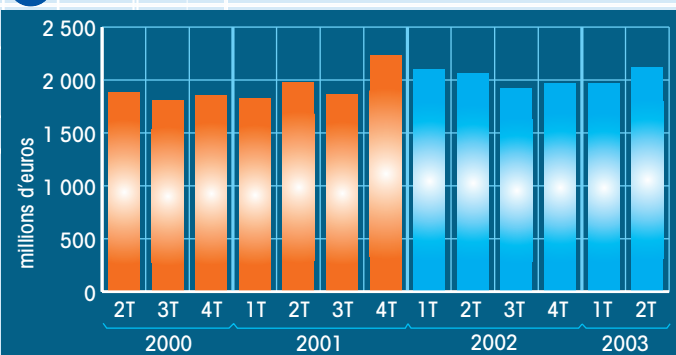
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



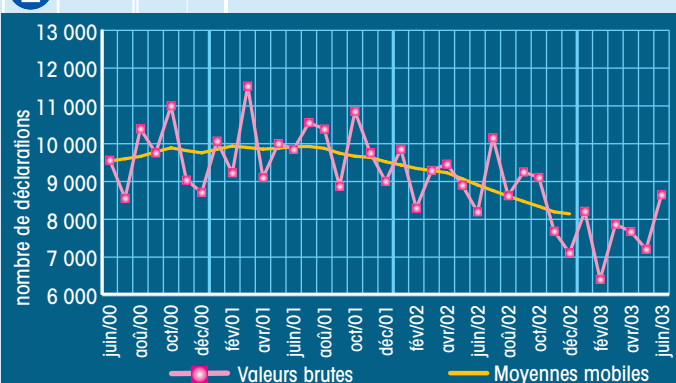
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



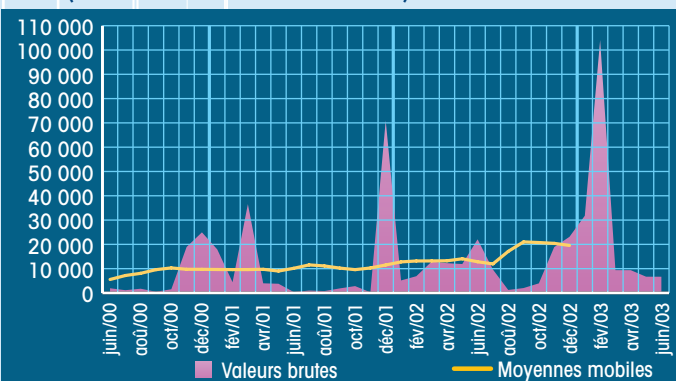
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



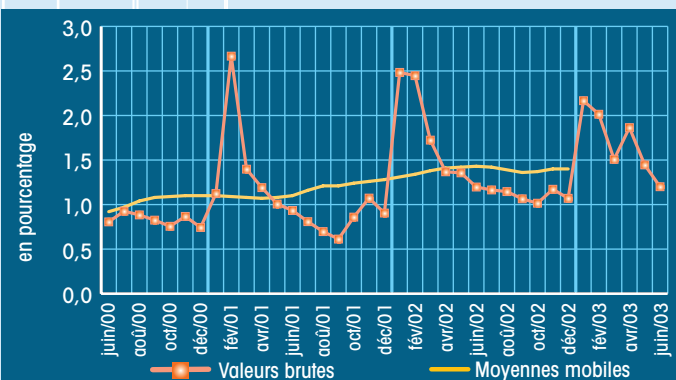
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISÉES)



source DDTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

L'ACTIVITÉ NE REDÉMARRE PAS

Les statistiques relatives aux **chiffres d'affaires des entreprises** ① sont à nouveau disponibles. On doit toutefois mentionner une modification de la série à compter du début 2002. Sont désormais également prises en compte les opérations non imposables telles que les exportations hors Union Européenne et les livraisons intracommunautaires. Des comparaisons avec les données précédentes sont donc sans fondement. Après un creux au printemps 2002, **les chiffres d'affaires semblent s'être redressés**, notamment au cours de ce trimestre avec une **progression de 7,6 %**. Cette évolution inattendue laisse perplexes les spécialistes et une confirmation à la fin de l'été sera nécessaire.

Le recours au travail temporaire est toujours sur une tendance baissière, mais le rythme diminue un peu. Au 2^e trimestre, l'URSSAF a enregistré **23 525 demandes préalables** à l'embauche ① en provenance des agences d'intérim, soit 4,6 % de plus qu'entre janvier et mars. **Par rapport au même trimestre de 2002, le repli est de 11,4 %, mais l'on était sur une pente de - 18 % en mars**. Sur 12 mois, la décade s'est stabilisée autour de 13 %, avec un total de 97 969 DPAE.

Les entreprises ont moins fait appel aux mesures de chômage partiel ② que précédemment, avec **22 789 heures** indemnisées¹ au cours du 2^e trimestre. Le pic de l'hiver ne s'est donc pas reproduit. Le nombre de salariés concernés reste cependant élevé ; 2306. En **cumul sur 12 mois**, le total atteint **226 980 heures**, soit **52 % de plus** que sur la période antérieure.

Durant ce trimestre, le **montant des cotisations appelées par l'URSSAF² s'élève à un peu moins de 213 millions d'euros**, soit **7,5 % de moins qu'entre janvier et mars**. Cette évolution en dents de scie est habituelle.

L'augmentation apparaît relativement modeste par rapport au 2^e trimestre 2002 : + 3,4 %. La **part des cotisations restant dues à l'échéance** ④ du 30 juin se situe exactement au même niveau qu'il y a un an à 1,20 %. On observe toutefois une dégradation importante de la situation dans le Romorantinais où ce taux atteint 3,30 %, contre 1,02 % pour le bassin de Blois et 0,98 % pour celui de Vendôme.

LES EXPORTATIONS SE TASSENT SÉVÈREMENT

Les exportations départementales ⑤ de produits manufacturés continuent à se contracter. Entre avril et juin, elles s'élèvent à seulement **308,4 millions d'euros**, soit **5,4 % de moins qu'au 1^{er} trimestre** et **30 % de moins qu'au printemps 2002**. Outre le fort recul de l'industrie automobile (- 69 % sur un an), lié en particulier à la fermeture de Matra, on constate désormais un tassement des ventes à l'étranger de quelques branches importantes qui avaient jusque-là fait

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule Urssaf : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

preuve de dynamisme en la matière; c'est le cas notamment de l'industrie chimique et pharmaceutique (un quart de moins en trois mois) et de la fabrication de machines et appareils électriques (- 17 %). Seule la fabrication de machines et équipements réalise des performances supérieures à celles des deux périodes de référence. **En cumul annuel, la diminution par rapport aux douze mois précédents s'établit à 16 %, rythme deux fois plus élevé qu'en mars dernier.**

Les **importations** ne confirment pas le redressement apparu au cours des six mois précédents. Entre avril et juin, leur montant atteint un peu moins de **304 millions d'euros**. La perte est de 3,7 % sur le 1^{er} trimestre et de 10 % par rapport au printemps 2002. **Cette évolution tient autant au ralentissement de la consommation** des ménages (agroalimentaire, automobile) **qu'à la faiblesse des investissements** des entreprises. La métallurgie échappe seule à la morosité ambiante.

Les volumes d'échanges n'ont jamais été aussi proches depuis des années. Le solde **de la balance commerciale du Loir-et-Cher** reste légèrement positif, 8,4 millions d'euros, mais si les tendances actuelles se poursuivent, il pourrait se trouver négatif dès le prochain trimestre, comme c'est le cas pour l'ensemble de la région Centre. Le **taux de couverture**³ est en conséquence très voisin de l'équilibre à 102,8 %, contre 105 % en mars et 132,6 % en juin 2002; celui de la région est de 99,2 %.

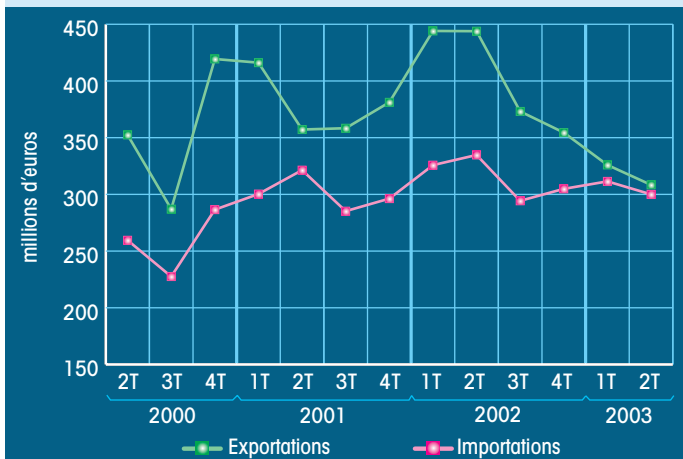
LA CONSTRUCTION DE LOCAUX D'ACTIVITÉS A EFFECTUÉ UN RATTRAPAGE QUI NE DOIT PAS MASQUER UNE TENDANCE DE FOND MAL ORIENTÉE

Les données relatives aux **investissements** **6** des entreprises, liées à celles des chiffres d'affaires, sont elles aussi de nouveau disponibles. Deux observations peuvent être effectuées: **l'évolution en dents de scie** reflète l'incertitude de la période; le **2^e trimestre s'inscrit dans un nouveau creux**.

Dans le précédent tableau de bord, les nouvelles **surfaces consacrées aux activités** **7** étaient particulièrement peu étendues. L'hypothèse émise alors d'un blocage des chantiers du fait des intempéries (gel) semble confirmée. En effet **entre avril et juin, 72 358 m² ont été lancés**, l'un des meilleurs résultats des quatre dernières années; il y aurait ainsi eu un **rattrapage**. **La tendance de fond demeure néanmoins à une érosion lente**, mais régulière, puisqu'en **cumul annuel 208 135 m² de locaux ont été commencés**, soit **2 % de moins** qu'au cours des douze mois antérieurs. L'évolution apparaît toutefois **contrastée selon les secteurs**: stabilité dans l'industrie, forte augmentation dans les bureaux, les activités culture, loisirs et santé; baisse très sensible pour les bâtiments agricoles et les locaux commerciaux. Les autorisations délivrées au cours du trimestre indiquent que l'activité devrait encore se réduire durant les prochains mois.

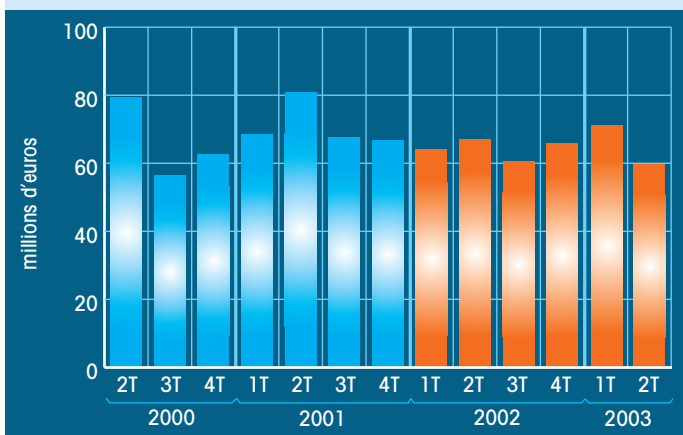
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



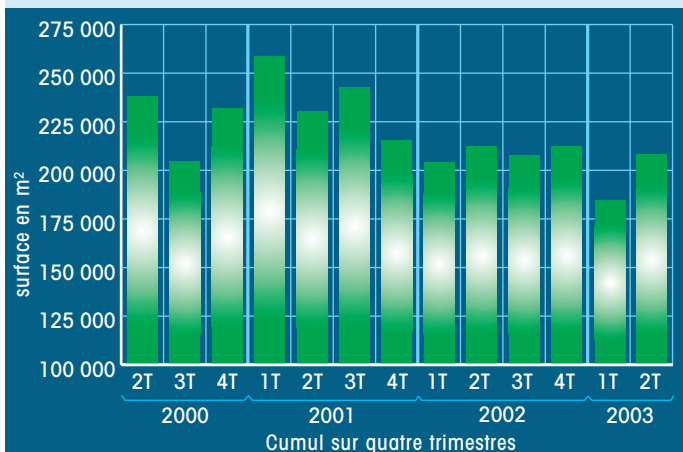
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

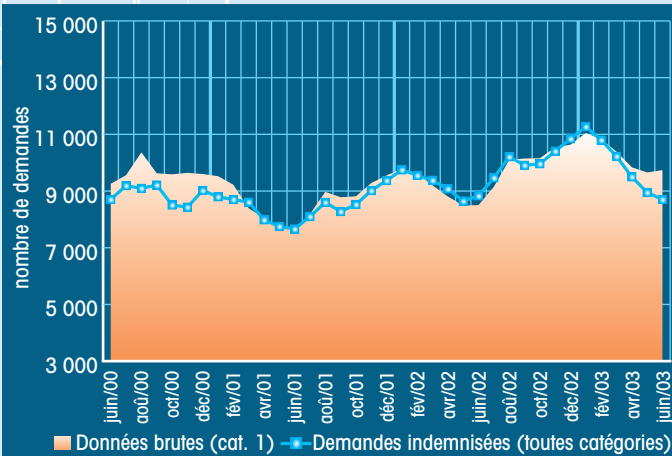
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

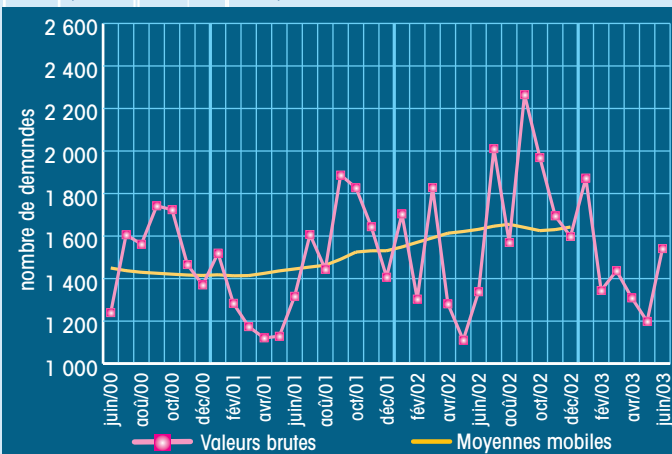
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDI

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

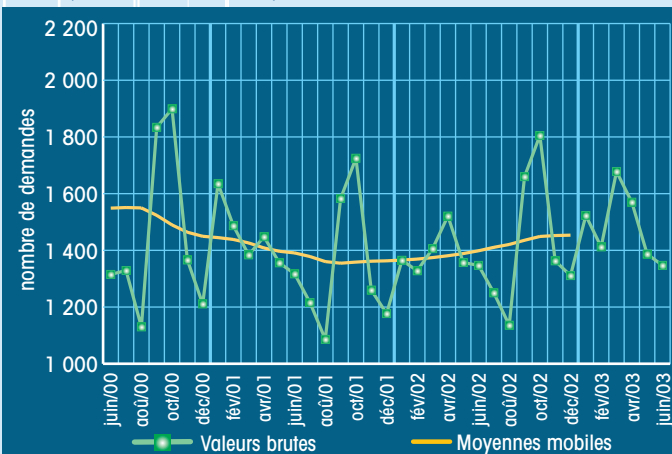
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE CONTINUE d'AUGMENTER RAPIDEMENT

Le chômage ne désarme pas, bien au contraire. En données corrigées des variations saisonnières, il a encore **augmenté de 2,57 % entre avril et juin**, après la forte poussée de 3,35 % au 1^{er} trimestre. Une fois encore, **l'évolution est plus rapide** que pour le Centre (+ 2,3 %) et la France (+ 1,1 %). Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte **9737 demandeurs d'emploi en données brutes** ①, soit **14,5 % de plus qu'un an auparavant**. Ce rythme apparaît comme le plus élevé de la région au sein de laquelle l'Indre-et-Loire bénéficie d'une hausse relativement modérée (+ 5,3 %), la moyenne se situant à + 10,1 % et à + 6,4 % pour l'ensemble du pays.

La dégradation du marché du travail ne concerne pas seulement le bassin de Romorantin. Bien évidemment, **celui-ci subit la plus forte augmentation du chômage sur 12 mois, avec + 22,1 %**, alors que l'on n'a pas encore enregistré l'inscription à L'ANPE de la majeure partie du personnel permanent de Matra, qui doit intervenir plutôt vers la fin de cette année. La situation des deux autres bassins n'est guère réjouissante: **11,6 % chômeurs de plus pour celui de Blois et + 14 % pour celui de Vendôme**. En ce qui concerne ce dernier, l'aggravation est particulièrement brutale puisque l'évolution annuelle au 31 mars n'était que de 6,6 %.

Au 30 juin, **8702 chômeurs bénéficient d'une indemnisation** (toutes catégories confondues). Leur courbe s'est dissociée de celle des demandes non satisfaites de catégorie 1, puisque l'on en compte 1,5 % de moins qu'il y a un an.

L'écart d'évolution entre les sexes est toujours très grand: + 23,1 % pour les hommes, + 6,5 % pour les femmes.

On observe cependant pour ces dernières que le rythme de croissance annuelle des demandes non satisfaites augmente un peu plus chaque trimestre, alors qu'il semble avoir atteint un palier pour les hommes. Ainsi la part de ces derniers dans le total des chômeurs s'élève à 51,5 %, contre 52,1 % trois mois auparavant. De même, **si les jeunes restent les plus atteints (+ 22,7 %)**, les autres catégories d'âge voient leurs effectifs s'étoffer de plus en plus fortement: + 12,9 % tant pour les 25/49 ans que pour les 50 ans et plus. **C'est dans le Romorantinais que ce mouvement est le plus sensible: + 29 % pour les jeunes, + 20 % pour les autres catégories**. Au sein des **catégories socioprofessionnelles**, les évolutions tendent à se rapprocher, même si les ouvriers qualifiés (+ 25 %) demeurent les plus pénalisés. Le retournement du marché de l'emploi ayant maintenant une certaine antériorité, **le nombre de demandeurs inscrits depuis 2 à 3 ans, stable jusque-là, est concerné à son tour: + 15,7 % sur douze mois**. Pour l'instant, l'altération ne s'est pas encore étendue au chômage de 3 ans et plus.

Contrairement au trimestre précédent, les **flux d'entrées en chômage** ② apparaissent fournis: **4049 inscriptions** entre avril et juin, soit **8,6 % de plus** qu'au printemps 2002. Les licenciements autres qu'économiques et les fins de mission d'intérim jouent un rôle prépondérant dans cette évolution, alors que les fins de contrats à durée déterminée sont toujours

en voie d'amenuisement. Deux renversements de tendance sont à signaler : les **premières entrées en vie active et les reprises d'activité sont plus nombreuses qu'il y a un an**. En données cumulées sur 12 mois, le rythme de progression remonte un peu à 7,7 %, contre + 1,3 % pour le Centre et + 5 % pour le pays.

Le nombre des **sorties des fichiers** de l'ANPE **③** s'étoffe également, mais de façon nettement plus limitée : **4 304 sorties**, + 1,9 % de plus qu'au 2^e trimestre 2002. Sur les douze derniers mois, l'augmentation est sensiblement du même ordre qu'en mars, + 6,5 %, toujours 6 fois supérieure à celle de la région (+ 1,1 %) mais assez proche de la tendance nationale qui progresse à + 5,4 %. Les radiations pour absence au contrôle ou autres causes administratives ont plus que jamais un poids déterminant dans cette évolution ; en effet les motifs personnels tels que les reprises d'emploi ou les arrêts de recherche sont tous en diminution d'au moins 12 %.

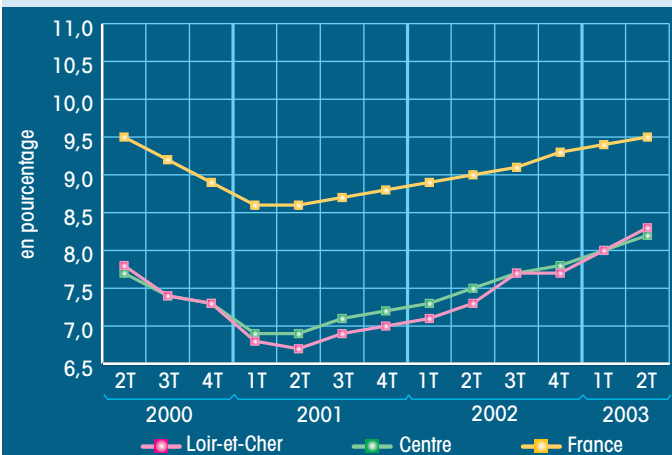
Nouveau lifting dans le calcul du **taux de chômage** **④**, qui se traduit par une augmentation ; les séries ont été reconstituées depuis début 2000. Au 30 juin, le taux du **Loir-et-Cher s'établit à 8,3 %**, contre 8 % au 31 mars et 7,7 % un an plus tôt. L'écart avec le Centre (8,2 %) et la France (9,5 %) est stable. Les taux tendent à se rapprocher au sein du département : 8,1 % pour le bassin de Blois (7,9 % en mars), 8,4 % pour celui de Vendôme (7,7 %) et 8,7 % pour celui de Romorantin (inchangé).

LES ENTREPRISES ONT CHERCHÉ UN PEU PLUS DE PERSONNEL

Les **offres d'emploi déposées à l'ANPE** **⑤** se sont redressées avec un total de **3 688 entre avril et juin, supérieur de 15,6 % à celui du 1^{er} trimestre**. Ce résultat est en phase avec l'évolution constatée au niveau régional (+ 14,7 %) alors que la progression est nettement moins marquée au plan national (+ 6 %). En revanche, **on se situe toujours au-dessous des niveaux de l'an dernier** : - 4,4 % pour le Loir-et-Cher par rapport au printemps 2002, - 17 % pour le Centre et - 4,5 % pour la France. Les offres d'emplois durables subissent un très fort tassement, alors que le nombre d'emplois occasionnels proposés (moins de 3 mois) augmente de plus de moitié. La part des premières dans le total des offres faiblit, mais demeure supérieure dans notre département par rapport aux deux territoires de référence, 43 % contre moins de 40 %. **En cumul annuel, le débours s'accélère : - 9,2 %**, alors qu'une amélioration s'opère pour l'ensemble du pays avec un gain de 4,1 %.

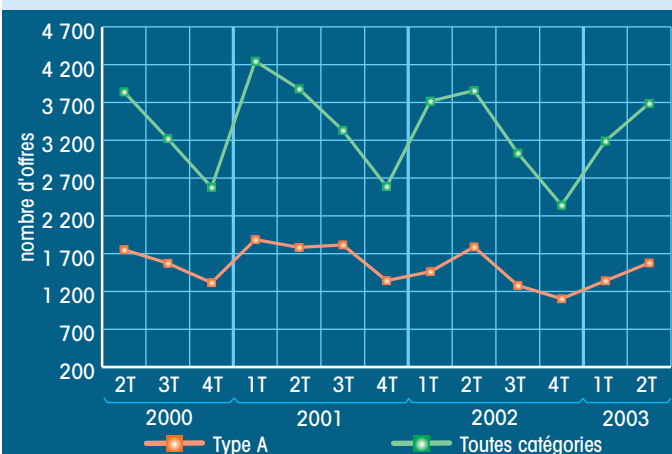
Les **déclarations préalables à l'embauche** **⑥** vont dans le même sens. L'URSSAF en a enregistré 11 986 entre avril et juin (hors agriculture et intérim), ce qui représente une augmentation de 19,5 % sur le 1^{er} trimestre. Tous les secteurs d'activité participent à ce rebond, mais plus particulièrement le commerce de détail. Le retard par rapport aux valeurs de l'an dernier reste important ; il tend d'ailleurs à s'accroître puisqu'en **données cumulées sur un an, les volumes sont inférieurs de plus de 11 % à ceux de la période antérieure**, contre 8 % en mars.

④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DDTEFP

⑤ OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

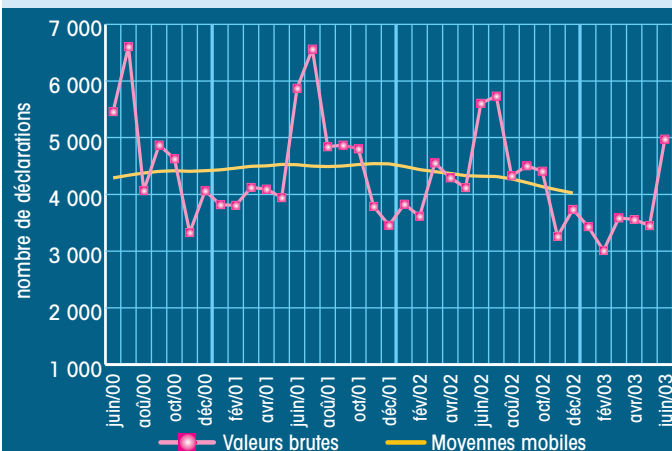
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

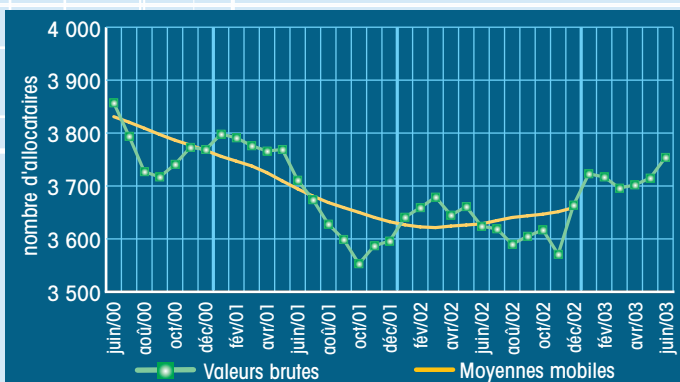
⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

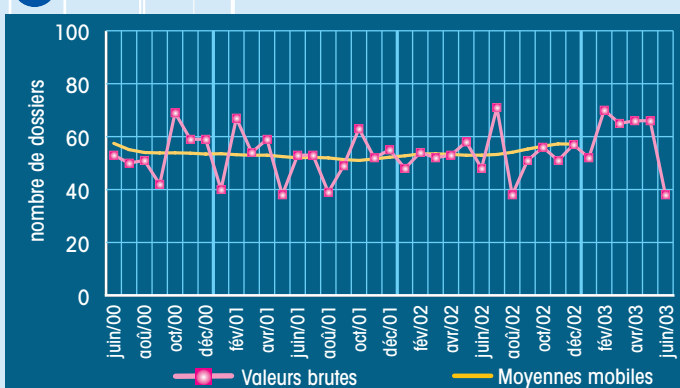
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



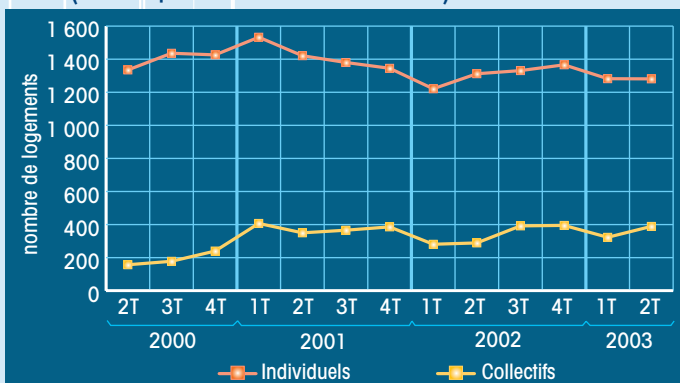
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

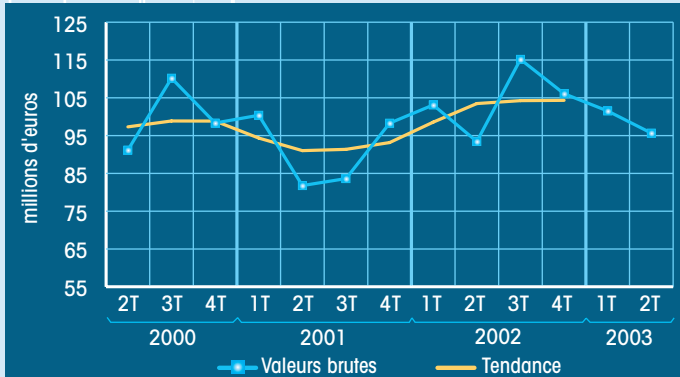
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LA PRÉCARITÉ S'ACCENTUE

Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte **3754 allocataires du RMI** ①. Leurs rangs se sont gonflés tout au long du trimestre et ont **augmenté de 1,6 % depuis mars**. Par rapport à juin 2002, la progression est de 3,6 % et l'on retrouve un volume comparable à celui d'il y a deux ans. Ainsi, alors que l'amélioration s'était installée très lentement durant la période de forte activité économique, la détérioration depuis le retournement de conjoncture adopte un rythme plus rapide.

La pause observée ce trimestre par la commission de **surendettement, 170 nouveaux dossiers** ②, 9 % de moins qu'entre janvier et mars, est certes appréciable, mais elle ne doit pas masquer la **tendance de fond qui reste à une hausse sensible**. Par rapport au printemps 2002, cette dernière avoisine 7 %; en **données annuelles cumulées**, la progression est encore plus sensible : + 9,1 %. Ce résultat est cependant toujours inférieur à ceux de la région (+ 12,7 %) et de la France (+ 11,5 %).

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SE TIENT BIEN

Comme pour la construction de locaux d'activités, le faible nombre de logements mis en chantier au cours de l'hiver tenait vraisemblablement aux perturbations climatiques. **Entre avril et juin, le volume de programmes est tout à fait conforme à l'habitude avec 440 nouveaux logements commencés** ③, soit une bonne soixantaine de plus qu'au printemps précédent. La maison individuelle enregistre un de ses meilleurs totaux depuis trois ans et le collectif se tient bien. Soulignons que pour une fois, l'évolution départementale est en phase avec la tendance régionale.

En cumul annuel, **1 670 logements ont été commencés** ce qui représente une progression de 4,3 % sur les douze mois antérieurs; dans le Centre, elle est de 1,6 %. Mais cette moyenne masque une disparité entre l'individuel qui se tasse un peu et le collectif qui bénéficie d'une bonne dynamique. Les incertitudes nées au 1^{er} trimestre sont pour l'instant levées, les **autorisations demeurant à un niveau élevé**.

Si le marché du logement neuf reste très actif, on observe un recul des **transactions dans l'immobilier ancien** ④ pour le deuxième trimestre consécutif. Entre avril et juin, leur montant s'élève à **96 millions d'euros, en baisse de 5,8 %**. En **cumul sur 12 mois**, le total se monte à 418 millions d'euros, en **augmentation de 10,6 %** par rapport à la période antérieure. Ce **rythme tend donc à faiblir**, puisque l'on atteignait + 13,5 % en mars.